

# Séminaire Europe 21



Les Entretiens Européens  
&Eurafricains

Compte-rendu - Réunion du 26 juin 2018, à Paris

## L'EUROPE ET LA QUESTION DE LA PUISSANCE

*De nouvelles configurations de puissance se font jour dans un ordre (ou chaos !) mondial « post-westphalien » ; en même temps d'autres mutations majeures se font jour par exemple en matière de mobilités et de développement. Dans ce contexte l'Union n'est pas aujourd'hui une puissance, doit-elle le devenir, avec quelle vision et quelles options stratégiques ? Ces questions sont posées face à de nombreux enjeux actuels et dans des espaces extra- et intra-européens.*

*Avec : Colonel Frédéric GOUT, Conseiller Stratégie et Prospective à l'Etat-Major, auteur de *Libérez Tombouctou ! Journal de guerre au Mali*, publié en 2015 aux Editions Taillandier.*

Animation des débats : **Philippe HERZOG**, président d'honneur de Confrontations Europe

**Philippe Herzog** – L'an dernier, une première réunion de notre séminaire a été consacrée aux enjeux géopolitiques pour l'Europe. Thomas Gomart a traité de la question des alliances. Après-guerre, elles ont été bâties dans l'orbite des Etats Unis. Aujourd'hui, que faire face au triangle de puissances, formé par la Chine, les États-Unis et la Russie ? Depuis cette réunion, les choses ont beaucoup évolué, en particulier avec l'arrivée au pouvoir de D. Trump qui développe une stratégie tous azimuts, en confrontation avec la Chine notamment. « America is back » rompt avec le « multilatéralisme ».

L'ordre et le chaos mondial est difficile à analyser. Henry Kissinger s'y est cassé les dents : le monde est « post-wesphalien » mais en même temps, la doctrine que cherche Kissinger reste marquée par la nostalgie de l'équilibre des puissances. Mais Trump chahute l'Europe et l'Alliance Atlantique. Quelle doit être la doctrine de l'Europe ? Devenir une puissance autrement que par la production de règles. Comment bâtir une puissance de paix ? S'écarter de la logique de configuration d'alliances, mais trouver des partenaires face aux défis des biens communs ?

Vous avez travaillé à la fois au niveau opérationnel et stratégique, ce couplage est très intéressant ! Vous avez souhaité examiner un des enjeux : l'Afrique.

Au sein du groupe UE-Afrique(s) d'ASCPE qu'anime Claude Fischer, nous développons une relation de travail avec l'Afrique de l'Ouest. Nous avons réagi assez durement au discours du président Macron à Ouagadougou<sup>1</sup>, quand il est nécessaire de renouveler nos relations avec les Africains face à l'héritage que la France leur a laissé. Le rapport de l'Europe avec l'Afrique est un problème fondamental.

**Frédéric Gout** - Merci de me recevoir, en espérant que je contribuerai à un éclairage à votre réflexion. Je suis de nature optimiste, et le militaire que je suis se sent bien dans l'environnement global qui est donné aux forces armées. Cet environnement stratégique nous permet d'avancer au niveau national et international, et au sein de l'Europe.

<sup>1</sup> Cf. L'article de Claude Fischer-Herzog « Laissez parler les Africains » - 5 décembre 2017.

Vous avez écrit « l'Europe n'a de sens et de fondement que si les gens peuvent acquérir une conscience commune, former des projets communs, et générer un affectio societatis ! » et je partage pleinement votre vision. Je partage également les propos de Monique Castillo quand elle dit « il existe cependant une lame de fond optimiste qui monte au sein des nouvelles générations – présentes aujourd'hui – lassées du déclin et de l'individualisme, et dans l'attente d'un renouveau ». En effet, car si on a posé de nouvelles fondations quand nous sommes sortis de la 2e guerre mondiale, les générations qui ont suivi n'ont pas été capables de bâtir sur ces fondations. Cela a débouché sur la construction d'une Europe qui est devenue une technocratie très compliquée que personne ne comprend. Je fais confiance à la génération émergente, car elle n'a plus de lien direct avec ce passé, mais elle a de nombreuses dettes à assumer, tant financière, climatique, que géostratégique, etc. Elle possède un idéal différent des anciennes générations, et a l'ambition de construire l'avenir. Ainsi par exemple, la jeune génération intègre une entreprise pour son projet, et pas uniquement pour son côté financier.

Pour aborder le sujet qui nous concerne aujourd'hui : l'Europe et la question de la puissance, je souhaite m'appuyer sur « la Revue Stratégique ». C'est un document fondamental qui contient tout ce dont j'ai besoin en tant que militaire pour construire mon avenir, mais aussi pour concevoir une Europe de la Défense.

Je vous parlerai ensuite de l'environnement militaire opérationnel, et je l'illustrerai par l'opération Barkane. Enfin, je m'appuierai sur l'actualité et les initiatives significatives qui nous permettront d'aller encore plus loin dans la construction d'une défense au sein de l'Europe.

La Revue Stratégique pose le cadre de l'environnement stratégique mondial. Permettez-moi de citer un extrait du discours du chef de l'État, chef des armées : « *Les bases d'une autonomie stratégique européenne ont été posées. Plusieurs de nos partenaires prennent conscience que l'Europe constitue, dans le cadre d'une relation transatlantique équilibrée, le cadre naturel de notre sécurité, de la protection de nos frontières face à des défis qui ne peuvent être relevés qu'ensemble. Le moment est donc venu de relancer l'Europe de la Défense, en rapprochant nos cultures stratégiques, en nourrissant des partenariats pragmatiques avec les États européens qui ont la volonté politiques et les capacités militaires d'assumer avec nous leurs responsabilités en opérations, en dégagant les ressources nécessaires au niveau européen, en consolidant nos industries de défense, pour qu'elles conservent leurs excellences technologiques, et demeurent compétitives à l'échelle mondiale* ».

### **Un monde de plus en plus complexe et la place de la France.**

On observe une dégradation rapide et durable du contexte géopolitique, et le système international est contesté. 3 exemples dans l'actualité récente : D. Trump a volontairement fait échouer le dernier sommet du G7, qui est pourtant l'une des bases d'entente au niveau de nos démocraties ; la formation d'un axe commun lors de la crise migratoire, autour de la région de la Bavière en Allemagne, de l'Autriche et de l'Italie (ce qui n'est pas sans rappeler des souvenirs quelques peu étonnants) ; les inquiétudes exprimées par le secrétaire général M. Jens Stoltenberg, habituellement optimiste et pragmatique, à la veille du Sommet de l'Otan du 11 et 12 juillet 2018 à Bruxelles, qui craint que pour la première fois, on ne soit pas capable de réaffirmer l'unité de l'Alliance Atlantique.

Dans ce contexte, la France est à la fois exposée et engagée, exposée avec de nouvelles agressions sur son sol et engagée avec des tentatives pour prévenir le danger, y compris à l'extérieur. Mais les problèmes sont nombreux et leur issue incertaine : la bande sahélo-sahélienne reste une région encore beaucoup trop hors de contrôle, avec des passages favorisant la crise migratoire, notamment en Tunisie mais aussi en Libye ou au Moyen-Orient. Le Proche et le Moyen-Orient sont déstabilisés de façon durable, et la paix en Irak, en Syrie, au Liban, comme les fortes crises migratoires subies par la Jordanie, ne pourront pas se régler facilement.

Le nord de l'Europe vit aussi une certaine insécurité, comme en Pologne où la crainte de voir la Russie franchir ses frontières est bien réelle, ou encore dans la région des pays baltes où l'instabilité demeure.

On peut aussi s'interroger sur la façon dont la Russie et Poutine cherchent à s'affirmer dans le monde depuis 1991 et la chute de l'URSS, tout comme le positionnement de la Chine et de ses déploiements militaires en Mer Méridionale, ou de la prolifération des centres nucléaires dans le monde.

Les attaques cybercriminelles sont également une réalité, en particulier au niveau de nos systèmes étatiques, et elles sont parfois capables d'espionnage déstabilisant.

Pour parler de la compétition militaire actuelle, et des budgets alloués à la défense dans le monde, les USA sont en tête avec un budget de 700 milliards de dollars, la Russie avec un budget de 65 milliards de dollars, et à titre d'exemple la France bénéficiera d'un budget d'environ 50 milliards de dollars en 2025 à l'issue de la loi qui vient d'être votée (contre 32 actuellement).

De nouveaux espaces sont contestés, aériens et maritimes. Or, la France a désormais du mal à être présente avec un seul porte-avion associé à un seul groupe naval. Il en est de même dans l'espace exo-atmosphérique où la France ne parvient pas à se positionner face aux USA, la Chine et la Russie qui sont les acteurs principaux du développement des programmes militaires spatiaux.

### **Quelles réponses apporter ?**

La loi de programmation militaire a adopté le choix d'une défense autonome sur le plan stratégique, avec l'ambition de renforcer notre diplomatie, avec une force de cohésion au sein de notre pays, et avec une ambition européenne, sans laquelle il sera très difficile pour la France d'exister de façon autonome. La France veut également confirmer son ambition industrielle de défense face à la compétition internationale. L'action militaire française se fonde sur cinq fonctions stratégiques importantes : la dissuasion, réaffirmée par le président de la République, notamment avec ses deux composantes, océanique et aérienne, avec le souhait est de rester autonome, et l'accent mis sur les moyens forces armées françaises pour la protection du territoire, avec le développement de la connaissance et de l'anticipation via le renseignement, qui reste essentiel en termes de réactivité et d'efficacité pour mener à bien des missions, comme la mission Serval. La prévention, puis l'intervention viennent ensuite compléter cette action militaire.

La loi de programmation militaire propose un budget à hauteur de 2% du PIB français, ce qui permettra d'avoir d'ici à 2030 un modèle d'armée équilibré et complet. Un temps de régénération est nécessaire, tant au niveau des effectifs des forces armées, qu'en terme de modernisation du matériel militaire.

Notons que l'ensemble des 29 pays de l'Otan ont revu leur budget défense à la hausse.

La France est membre du Conseil de Sécurité des Nations Unies (15 pays membres), avec un pouvoir militaire en termes de diplomatie et de puissance. (Avec le Royaume Uni, ce sont 40% des actions au Conseil de Sécurité). La France s'appuie aussi sur la PSDC (Politique de sécurité et de défense commune), ce qui lui permet d'agir en cas de besoin avec le mécanisme Athena (assurant le financement des coûts communs des opérations militaires de l'UE), qui couvre six types de missions<sup>2</sup>.

---

<sup>2</sup> -EUFOR ALTHEA en Bosnie-Herzégovine) où l'UE a succédé à la force de stabilisation de l'Otan en décembre 2004, qui elle-même avait succédé à l'IFOR en 1996, luttant essentiellement contre le crime organisé.

-EUNAVFOR ATALANTA dans la Corne de l'Afrique : l'opération *Atalante* est une mission de la force navale européenne (Eunavfor) et de la PSDC, dans le but de lutter contre l'insécurité dans le golfe d'Aden et l'océan indien, une zone maritime menacée par des pirates qui partent des côtes somaliennes.

-EUTM Somalia : la mission de l'UE de formation de 3000 soldats somaliens (de février 2010 à janvier 2013 en Ouganda, prolongée jusqu'en mars 2015), décidée dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité commune, en application de la résolution n° 1872 des Nations Unies.

-EUTM Mali : La mission de formation de l'UE au Mali dans le cadre de la Politique étrangère et de sécurité commune, approuvée par le Conseil de l'UE en plusieurs étapes depuis 2012.

-EUNAVFOR MED : l'opération Sophia est une opération militaire décidée en mai 2015 par l'UE au titre de la Politique de sécurité et de défense commune, pour lutter contre le trafic de migrants en Méditerranée. (Etat-major implanté à Rome). Lancée le 22 juin de la même année par les ministres des Affaires étrangères réunis à Luxembourg mais uniquement dans sa phase 1 (observation, renseignement).

-EUTM RCA : La mission de formation de l'UE en République centrafricaine lancée en mars 2015, a pour mandat de fournir un conseil stratégique à l'armée centrafricaine pour février 2016. Mais en octobre 2015, le Président de la République Centrafricaine a demandé à l'UE de poursuivre son soutien aux forces centrafricaines, en collaboration avec la Minusma. En juillet 2018, le Conseil de l'UE a prolongé le mandat de la mission pour deux ans, jusqu'en septembre 2020, avec un budget commun de 25.4 millions € pour cette période.

A côté de cela, la France s'appuie fortement sur la structure intégrée de l'Otan, sans toutefois appartenir au Nuclear planning group. Puissance nucléaire, elle possède un système politique particulier où le pouvoir de décision nucléaire appartient au président de la République Française.

### **La Force Barkane<sup>3</sup>.**

C'est une force armée composée de quatre mille hommes, basée au Sahel sur un territoire qui couvre l'équivalent de la surface de l'Europe. Les cinq pays de la zone concernée sont : la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad. La mission de cette force est de lutter contre les groupes terroristes, avec l'objectif de les éradiquer. Dès le départ, elle s'est déployée à la demande du président malien quand des djihadistes ont traversé le fleuve Niger pour rejoindre Bamako et contrôler l'État malien.

En parallèle, a été créé la Mission de Formation de l'UE au Mali (EUTM), avec 700 formateurs européens pour former l'armée malienne. La Minusma (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali), composée de 13 000 hommes, a pour rôle de parvenir à une stabilisation des conflits, en apportant la sécurité et la pacification au Mali.

Ces forces ne suffisant pas à éradiquer les conflits dans cette partie du Sahel, le G5 Sahel a ensuite été créé (avec les cinq pays africains de la zone), avec une mission beaucoup plus large : contrôle accru aux frontières, actions de lutte contre le terrorisme (en collaboration avec les forces Barkane, les missions Athena, et la Minusma). L'objectif à terme étant que ces 5 pays africains puissent protéger eux-mêmes leur propre territoire.

La coalition de toutes ces forces finit par avoir du sens, mais le développement économique de cette zone reste un point essentiel au maintien de la paix, car tant que tout personne défavorisée sera tentée d'accepter, faute de mieux, une rétribution financière de la part des djihadistes, les conflits ne se régleront pas. Aussi, il semble du devoir de l'Occident, et de l'Europe en particulier, d'apporter des solutions et des moyens pour favoriser son autonomie économique.

### **Le rôle de l'Union européenne.**

La CSP (Coopération structurée permanente) a été créée afin de renforcer la sécurité et la défense en Europe, et il est important de citer quelques initiatives récentes avec la mise en place de l'Initiative Européenne d'intervention ou la Facilité européenne pour la paix (FEP) qui doit remplacer à terme le mécanisme Athena, avec une dotation de plus de 10 milliards €. Le Projet de Fonds Européen de Défense est une autre initiative intéressante, avec 13 milliards € de dotation sur 7 ans et un objectif de recherche dans le domaine des technologies et des équipements de pointe, ainsi que le développement des capacités militaires.

Dans son discours à la Sorbonne de septembre 2017, le chef de l'État français a pu exprimer la vision globale de son projet de défense, et il a pu entraîner l'ensemble des pays européens à adhérer à sa cause : *« Ce qui manque le plus à l'Europe aujourd'hui dans cette quête d'Europe de la Défense, c'est une culture stratégique commune. Notre incapacité à agir ensemble de façon convaincante, met en cause notre crédibilité en tant qu'Européens. Nous n'avons pas les mêmes cultures parlementaires, historiques, politiques, ni les mêmes sensibilités, et nous ne changerons pas cela en un jour. Mais je propose dès à présent d'essayer de construire cette culture en commun, en proposant une initiative européenne d'intervention, visant à développer cette culture stratégique partagée. Pour créer ce rapprochement, nous avons besoin d'un changement profond. Je propose ainsi à nos partenaires d'accueillir dans nos armées nationales, et j'ouvre cette initiative dans l'armée française, des militaires venant de tous les pays européens, et volontaires pour participer le plus en amont possible, à nos travaux d'anticipation, de renseignement, de planification et de soutien aux opérations. Au début de la prochaine décennie, l'Europe devra ainsi être dotée d'une force commune d'intervention, d'un budget de défense commun, et d'une*

<sup>3</sup> Voir aussi le compte-rendu de la réunion de la Plateforme UE/Afrique(s) du 19 mai 2017 à Paris : L'intégration régionale en Afrique de l'Ouest : le problème des frontières et les enjeux transfrontières ; [www.entretiens-europeens.org](http://www.entretiens-europeens.org)

*doctrine commune pour agir* ». C'est un discours fort au moment où bon nombre de voix s'élèvent pour affirmer l'impossibilité d'une Europe de la Défense.

L'Initiative européenne d'intervention est fondée sur deux grands principes : la capacité et la volonté de chaque pays européen, en levant certains blocages, comme la position négative de la Pologne sur le sujet, ou le Brexit qui annonce la sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne, et qui privera l'Europe des capacités et des moyens militaires de l'Angleterre.

L'Initiative européenne d'intervention doit donner une certaine liberté d'action. Elle se veut complémentaire aux actions déjà existantes, comme les actions de l'UE, de la BSDC, ou de la CSP. Le but est bien de construire une culture stratégique commune. (Signée par 8 pays : l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Espagne, la Belgique, le Danemark, le Portugal, l'Estonie et la France, L'Italie, devant la rejoindre prochainement).

Les premières actions de cette initiative seront l'anticipation, la planification et l'organisation d'exercices, et par la suite des interventions communes à l'aide de budgets adéquats. La force d'intervention commune entre la France et le Royaume-Uni vient aussi d'être créée, et elle est opérationnelle.

La façon cohérente dont est traité l'ensemble de ces initiatives devrait à terme permettre à l'Europe de faire front commun face à toutes les formes de menaces.

## Echanges

**Antoine Guggenheim** : vous avez donné de la cohérence à cette stratégie, et montré la nécessité d'une défense européenne. Dans un certain nombre de publications, le fait que les budgets militaires de plusieurs pays européens soient en hausse est plutôt stigmatisé comme quelque chose d'anxiogène, alors que votre réponse en tant que soldat a pu nous démontrer le contraire. A l'inverse, la phrase plutôt atroce datant des années 1990 était : « Il faut toucher les dividendes de la paix ! ».

**Frédéric Gout** : c'est la raison pour laquelle l'armée française a alors réalisé de la déflation d'effectifs, etc. Car l'idée de toucher les dividendes de la paix ne fonctionne que si tout le monde va dans le même sens ! Dans l'avenir, l'idéal serait bien-entendu qu'il n'y ait plus besoin d'armées parce que le monde serait enfin devenu pacifié, sauf que le contexte que j'ai exposé précédemment est exactement à l'opposé ! De plus, par le passé, nous avons une organisation du monde qui était relativement simple, avec de grands acteurs l'un face à l'autre qui s'observaient. Mais tout cela a changé. Il y a de tout petits pays, comme par exemple le Yémen, capable d'envoyer un missile balistique à travers l'Arabie Saoudite. Bon nombre de pays ne respectent plus désormais les grands acteurs d'antan, et chacun d'entre eux est capable d'opérer solitairement pour sa propre ambition.

**Antoine Guggenheim** : je comprends votre optimisme, même s'il a la figure paradoxale d'une augmentation du budget militaire. En France et en Europe, dans le contexte du terrorisme, une conscience a fini par émerger, même si cela a pris du temps, y compris par rapport à l'idéologisme des penseurs religieux. Deux crises ont montré que nous avons du mal à comprendre que cela faisait partie de notre contexte, à savoir la guerre en Syrie et celle de Crimée (Ukraine). De fait, pour avoir réussi son combat contre Daesh en Syrie, la Russie de Poutine en a finalement profité pour reprendre position en Méditerranée. Aussi, comment être optimiste par rapport à une situation, où, parce qu'elle est technocratique, l'Europe a du mal à comprendre ces enjeux stratégiques de proximité. La crise des migrants ne peut surprendre que celui qui oublie qu'une guerre proche provoque des migrations de populations vers les pays voisins, et en l'occurrence vers l'Europe.

J'aurais deux questions : vous avez évoqué le Brexit, ainsi que les accords de Lancaster, et j'aimerais savoir si ce n'est pas de nature à nuancer l'optimisme que vous avez mentionné ; car l'incertitude est telle, en ce qui concerne l'attitude du Royaume-Uni, qu'en matière de défense tout est ouvert, me semble-t-il.

En ce qui concerne l'évolution de l'attitude de la culture de la défense allemande, vous avez décrit un mouvement en faveur de l'intervention, mais n'est-il pas remis en question par l'éclatement de l'Allemagne

actuellement, avec l'AFD d'un côté et la Bavière de l'autre ? Il n'est pas certain que les Allemands maîtrisent réellement cette évolution car ils sont encore traumatisés par ce qui s'est passé lors de la dernière guerre mondiale.

**Claude Fischer-Herzog** soulève la question de l'Europe et sa vocation à être une puissance de paix : on ne pourra pas la construire sans revenir sur notre histoire et notre passé. Comme pour l'Afrique, l'Europe devra faire un travail de vérité et de justice si elle veut aller vers la réconciliation. A ce titre, le Rwanda est un exemple en termes de réconciliation entre ses peuples, car il a su faire reconnaître les crimes commis par les uns et les autres lors du dernier génocide qu'il a subi, et il les a punis. La France et l'Europe ont joué un rôle plus qu'ambigu en Afrique mais nous ne sommes pas encore arrivés à reconnaître ce rôle jusqu'à présent. Ainsi la France a contribué à armer certains pays africains lors des conflits, comme au Rwanda, sans se remettre en cause. Pour tendre vers les réconciliations nécessaires à tous, il sera essentiel de reconnaître l'impact de nos actions sur le continent africain.

S'agissant de sa propre construction, je ne pense pas que l'Europe ait construit une technocratie complexe que personne ne parvient à comprendre. Elle a plutôt essayé de construire un espace de retrouvailles entre l'Est et l'Ouest ; or, aujourd'hui, on a tendance à diviser les Européens, et je ne pense pas qu'Emmanuel Macron aide à la réconciliation des Européens entre eux. On a trop tendance à montrer du doigt les Hongrois ou les Polonais, or ceux-ci ont une histoire propre, et ils avaient aussi de grandes aspirations pour retrouver des espaces de démocraties qui sont désormais mis à mal.

Pour elle, il est nécessaire de lier étroitement la stratégie militaire avec la stratégie de développement, que ce soit en Afrique, comme en Europe. Mais le développement de l'Afrique de l'Ouest et du Centre est encore trop pensé par l'Europe ; l'aide au développement accordé par l'UE représente 1/10e du budget alloué à la Force Barkane, ce qui est nettement insuffisant et cela se fait sur les critères européens. Les projets des Africains eux-mêmes ne sont pas assez pris en compte, et on ne crée pas les conditions favorables pour que de nouveaux investisseurs européens puissent venir en Afrique.

L'Afrique a une démographie exponentielle, et l'arrivée de sa jeunesse sur un marché du travail très faible, et parfois inexistant, peut conduire bon nombre à rejoindre les djihadistes contre rétribution, ou à émigrer en masse, là où des enjeux de développement économique, politique et climatique deviennent gravissimes. Le rôle même des États africains, et la façon dont ils réagissent face à ces problématiques n'a pas été réellement abordé ici, hormis par la création du G5 Sahel. Comment mobilisent-ils, ou pas, leur société ? En Europe comme en Afrique, il ne semble pas exister d'éducation civique qui est pourtant primordiale.

**Philippe Herzog** : toute cette réflexion peut pousser le militaire que vous êtes au-delà de votre champ. Pour le militaire optimiste que vous êtes - qui constate l'existence de réalisations concrètes - vous êtes confronté avec un environnement global qui n'est pas favorable.

Dominique de Villepin, a souhaité changer la culture de l'intervention : la paix ne doit pas être la conséquence d'un succès militaire, ou d'une opération sécuritaire, mais elle doit venir en amont. Qu'en pensez-vous ? Dans plusieurs pays africains, des processus de vérité/justice/réconciliation ont eu lieu comme en Afrique du Sud ou au Rwanda. La formation des armées africaines du G5 Sahel, associée à une stratégie militaire et au développement économique de ces pays, peut-elle contribuer à servir un processus de réconciliation ? L'armée française ne paraît pas suffisamment impliquée dans des systèmes de coopération qui lui permettraient de faciliter un tel processus.

**Frédéric Gout** : sans me positionner politiquement, l'intervention sur ces zones de conflits n'est pas forcément une intervention militaire, elle peut couvrir tout le spectre. Lorsque j'intervenais notamment dans les Balkans, il existait bel et bien une phase de confrontation militaire, qui était rapidement suivie d'une phase de stabilisation, avec la mise en place des conditions nécessaires afin que la crise ne resurgisse dans un proche avenir. Mais cela prend du temps, et reste très compliqué ; on peut d'ailleurs constater que rien n'est jamais définitivement gagné, et les conflits ont ressurgi depuis dans les Balkans.

Il faut donc déjà parvenir à recréer un État de droit suffisamment stable pour instaurer une pacification durable ; mais il faut aussi que l'opération de développement économique puisse apparaître dans le même temps que l'intervention militaire, car dans les moments de crises les plus prononcés, il est nécessaire de pouvoir rebâtir un hôpital, une école, des approvisionnements alimentaires, etc... et une économie entière. Cela reste très compliqué à mettre en place harmonieusement, car les différents acteurs n'ont pas forcément l'habitude de travailler ensemble. J'ai abordé succinctement la question de la démographie en Afrique en évoquant les flux migratoires, mais la croissance économique africaine est tout aussi importante, et je reste optimiste avec le nombre grandissant de pays étrangers, tels que la Chine, qui y investissent massivement. Il est important que les pays africains se prennent aussi en main eux-mêmes. Il me semble tout aussi important de pouvoir dépasser la question de la colonisation de l'Europe en Afrique, pour pouvoir enfin avancer !

**Monique Castillo** : il faut arrêter de nous culpabiliser sur notre passé. Les jeunes Africains veulent tourner la page de la colonisation, prendre leur histoire en mains, et se tourner délibérément vers l'avenir. Ceci dit, dans plusieurs thèses que je dirige, je constate qu'il existe une sorte de nostalgie du temps de la colonisation française comparée à celle de la Chine aujourd'hui !

**Claude Fischer-Herzog** : s'il est nécessaire de dépasser le poids de la colonisation, encore faut-il que l'Europe puisse enfin reconnaître officiellement les faits et les conséquences du rôle qu'elle a joué, car la culture de domination chez nous, elle existe toujours ! Et la force Barkane, la création du G5 Sahel, ou les aides au développement de l'UE avec des critères européens sont aussi compris comme cela par le plus grand nombre. Quant à la Chine, elle apprend vite, et les Chinois arrivent en Afrique avec la volonté d'y rester et de s'intégrer. Ce qui est urgent, c'est de permettre aux Africains d'élaborer leurs propres projets. Je ne peux que constater que la haine de l'Occident, et du blanc en général, est désormais plus forte qu'il y a quatre ans, quand nous avons créé le groupe de travail UE-Afrique(s) au sein d'ASCPE. Il ne suffit donc pas de dire aux Africains de prendre leur histoire et leurs pays en mains, encore faut-il leur en laisser la possibilité et les moyens, et travailler au renouvellement des relations entre l'Europe et l'Afrique.

**Frédéric Gout** : si je suis d'accord avec vous, il n'en reste pas moins que la France, comme l'Europe sont face à un problème réel de sécurité. Je suis aussi conscient que la popularité de la France a grandement faibli depuis qu'elle est intervenue en 2013, avec un phénomène de rejet de la part des Africains, ce que je comprends parfaitement pour être intervenu en tant que force d'occupation. Il est important de pouvoir tourner la page quant à la colonisation, et de faire en sorte que les pays africains puissent progresser de façon indépendante. Mais quand on prend la situation politique du Mali, cela reste compliqué, car malgré l'arrivée des élections présidentielles, aucun changement ni aucune amélioration notable de la crise dans le pays n'est à espérer. Le pays est coupé en deux, ce qui n'impressionne personne, avec une partie Sud qui ne gère absolument pas la partie Nord, et une partie Nord qui ne cherche qu'à devenir indépendante.

**Philippe Herzog** : au plan économique, on sous-estime le problème fondamental de l'accumulation du capital. Sur plusieurs siècles, l'Europe a construit sa croissance par l'accumulation primitive, la prédation systématique, à l'appui de ses innovations. L'Afrique souffre d'une formidable sous-accumulation (infrastructures, industries), et la prédation sur elle se poursuit aujourd'hui encore, voyez ce qui se passe au Congo. Difficile dans ces conditions de lui donner des leçons ! L'Afrique ne fera pas, ni ne pourra faire, d'accumulation primitive sur le dos des autres. Pour réussir à émerger, les Chinois ont choisi d'assumer 45% de leur PIB en accumulation de capital pendant quatre décades pour se donner une solide base matérielle. Avec des termes de l'échange complètement inégaux, et sans pouvoir bénéficier d'apports financiers extérieurs, l'Afrique francophone se trouve face à un problème de développement économique de taille pour pouvoir accumuler du capital. Elle se tourne vers la Chine, avec qui les 2/3 des financements de projets de partenariats pour les infrastructures sont en train de se conclure.

**Frédéric Gout** : S'agissant de la Russie, et de la lutte contre Daesh en Syrie, je pense que l'intervention de la Russie a plutôt ajouté de la complexité au conflit, car la coalition internationale qui était en train de se créer aurait eu le dessus sur Daesh au final. La Russie n'a pas facilité la résolution de la crise en Syrie.

Sur la question Brexit/Lancaster, si la France et les autres pays d'Europe vont effectivement subir le Brexit, cela est vrai aussi pour l'Écosse, l'Irlande et le Pays de Galles pour qui il y aura des conséquences économiques, mais pour la cohésion de la Grande-Bretagne. Les accords de Lancaster House ont survécu, avec plusieurs volets et notamment le volet nucléaire, et nous continuons à travailler efficacement avec les Britanniques, en particulier au niveau opérationnel. La Grande-Bretagne a tout intérêt à rester ancrée au sein de la défense de l'Europe, et de cette fameuse initiative européenne d'intervention ; la France et l'UK possèdent une armée à peu près équivalente, et une conception de la stratégie militaire de défense quasiment identique. Le président du Comité militaire de l'Otan a été danois, puis tchèque, et il est aujourd'hui britannique (ancien Cema) ; aussi, si le vote britannique en faveur du Brexit a bien eu lieu, tout est fait pour que la Grande-Bretagne reste malgré tout membre de l'Otan, et proche de l'Union européenne.

Concernant la position de l'Allemagne, on constate qu'Angela Merkel est dans une situation préoccupante ; et certains en profitent pour refuser l'initiative européenne d'intervention. Mais je pense personnellement que l'Allemagne est une grande puissance qui va retomber sur ses pieds. L'Italie, ou même la Pologne sont actuellement dans une situation particulière, mais c'est plutôt conjoncturel, au contraire de la Turquie qui se dirige vers un régime autocratique, alors même qu'elle est membre de l'Otan. Pour mémoire, les décisions de l'Otan se font par vote à l'unanimité de ses membres. La Turquie a donc pu bloquer tous les partenariats de l'Otan (une quarantaine de pays) en réponse à un désaccord avec une déclaration de l'Autriche à son sujet.

**Bernard Housset** : si la France prévoit un engagement budgétaire à hauteur de 2% de son PIB pour assumer sa part quant à la loi de programmation militaire votée par l'Otan, c'est loin d'être le cas pour tous les pays membres, comme pour la Pologne qui considère qu'elle sera de toute façon défendue par cette force de coalition en cas d'attaques, et ce quoi qu'il arrive. Ce budget étant apparemment destiné à créer uniquement une force de dissuasion !

**Frédéric Gout** répond qu'il n'est pas d'accord avec ce dernier propos : si chacun des pays membres de l'Otan consacrait 2% de son PIB à cette défense commune, le budget global de l'Otan serait alors colossal.

**Frédéric Chavanne** remercie aussi le participant, en particulier pour son optimisme. Pour lui, la défense française se définit avant tout comme une force sécuritaire et diplomatique. Citant un officier de la force Barkane, il rappelle que le rôle de cette force est de sécuriser, voire de diminuer la pression des djihadistes, afin que les négociations politiques puissent avoir lieu. Aussi, il se pose la question de savoir qui peut mener ces négociations ? S'adressant au participant : vous avez parlé de l'importance du volet développement, mais je voudrais aussi ajouter l'élément politique pour que les crises, parfois séculaires qui existent dans le Sahel, et sur lesquelles jouent les djihadistes en faisant de cette zone un terrain favorable à la déstabilisation, puissent être résolues. Il dit avoir rencontré quelqu'un à l'AFD pour qui cela était un rêve impensable ! Il y a donc bien un problème qui se pose pour cette force Barkane entre sa mission militaire de stabilisation et sa capacité à contribuer politiquement à une pacification de la zone du Sahel. De son point de vue, il s'agit là du problème clé de ce conflit. Il s'interroge aussi sur la question de la solidité des États représentés par le G5 Sahel : ceux-ci semblent surtout régner sur leur capitale et à proximité, sans réellement avoir un contrôle sur l'ensemble de leur pays. Aussi qu'est-ce qui pourrait être réalisé pour que ces pays acquièrent une solidité étendue ? Il a été question lors de ce débat de la nécessité de recréer des États de droit (en luttant contre la corruption, la mauvaise gestion, etc...), mais comment ?

**Philippe Herzog** : face à cette problématique, il existe bel et bien des corrompus et des corrupteurs ! Et les potentats corrompus sont dans un système globalisé où il y a des corrupteurs. La grande finance existe bel et bien.

**Frédéric Chavanne** poursuit sa réflexion : un autre point, abordé par Claude Fischer-Herzog, est la nécessité pour les Africains de pouvoir inventer leurs propres solutions, sans que l'Europe continue de penser à leur place. Il y a donc nécessité de développer de nouveaux rapports avec les élites africaines, pour chercher ensemble de nouvelles solutions, mais on ne sent pas cette volonté du côté de l'Europe. Pourtant, les Africains ont la sagesse et la connaissance de leur propre pays, au moins autant que l'Europe, sinon plus ! Aussi comment pourrions-nous nous mettre au service d'une recherche commune ? C'est là un enjeu essentiel ! Il affirme ensuite que lorsqu'on soutient quelqu'un comme Idriss Déby au Tchad, sous prétexte qu'il a la meilleure armée de la région, alors que le pays risque d'exploser, avec des injustices et des drames humains sans précédents, on peut s'interroger sur la façon dont nous sommes capables de régler la situation.

Il souhaiterait que puisse être proposé un dialogue inclusif entre toutes les parties concernées, les pays africains membres du G5, les Occidentaux, et même les pays au-delà du Sahel, afin que puissent être trouvées des solutions adéquates à la crise.

**Philippe Herzog** : il y a un problème de cohérence, car nous pouvons être devant nos propres contradictions, tout cherchant à les résoudre. Lorsqu'E. Macron dit à Dakar qu'il faut rehausser l'éducation comme une priorité, complémentaire à l'action sécuritaire, il a raison sur ce point. Mais lorsqu'on ferme les lycées français à l'étranger, il en supporte la contradiction ! Voilà donc des sujets très compliqués, et il faut valoriser la présence française.

**Marcel Grignard** : je souhaite revenir sur la dimension européenne ; ce qui est frappant, c'est de constater que c'est en créant une stratégie et une force d'intervention commune, que nous souhaitons voir naître au final une Europe unifiée. La défense européenne touche fortement aux cultures et aux identités nationales, et le fait de les transcender par la défense est porteur d'espoir. Mais ce qui me semble inquiétant, c'est que l'on essaye de développer cette force de stabilité au sein de l'Europe dans un paysage politique incertain et très dégradé. Aussi, comment tenir dans la durée une construction compliquée dans un environnement qui se délite, et qui est pourtant votre décideur direct ?

Je terminerai ma réflexion par le fait que les peuples européens sont dans un rapport très ambiguë avec leur armée, où il existe d'un côté une forme de confiance et de reconnaissance, mais aussi une certaine forme d'extériorité, et où le quotidien des peuples n'est pas jalonné par les actions régulières de leur armée. La question serait alors de réussir à réduire cette distance entre l'Europe et ses citoyens, entre ce qui se construit dans une stratégie qui assure notre avenir de citoyens européens, à l'insu des européens d'une certaine manière.

**Frédéric Gout** : je peux suivre aisément votre analyse, et notamment quant à la perception du militaire par le citoyen, ainsi que sa place dans la société. Lorsqu'un militaire est tué au combat, je pense qu'il y a réellement une sensibilité et une émotion ressenties par la population, mais au-delà de cela, sa place reste toujours quelque peu ambiguë.

Personnellement, j'ai toujours pensé que la partie défense serait la dernière pierre qui viendrait construire l'édifice européen. Mais aujourd'hui, c'est bien trois des principales puissances européennes, que sont l'Allemagne, le Royaume-Uni et la France, qui sont parvenues à se mettre d'accord sur la construction d'une défense européenne commune, et qui cherchent à rallier à leur cause l'ensemble des pays de l'UE.

**Claude Fischer-Herzog** : les peuples européens demandent toujours plus de protection, comment y répondront les Etats, et quel sera exactement le rôle demain de l'armée de défense européenne ? Défendre les frontières face aux mouvements de populations ?

**Frédéric Gout** : dans l'idéal, une armée de défense efficace est une armée « dont on ne se sert pas », parce que suffisamment dissuasive face à toute tentative d'attaque, bien entraînée, et à la pointe de la technologie militaire. On peut d'ailleurs faire un parallèle avec la force de dissuasion nucléaire française, où, à partir du moment où les intérêts vitaux de la France seraient en péril, le président de la République se garde la possibilité d'utiliser l'arme nucléaire.

**Philippe Herzog** : pour obtenir un système de sécurité collectif en Europe, cela suppose que l'on traite notre rapport à la Russie. Aussi, comment peut-on reposer la question d'une sécurité en Europe avec les Russes ?

**Frédéric Gout** : Si le partenariat entre l'Otan et la Russie est actuellement gelé, le dialogue n'en reste pas moins maintenu. Il a été demandé par le Conseil de l'Atlantique Nord que le chef d'État-Major russe puisse parler directement au Président du Comité militaire de l'Otan, et ce afin de prévenir toute éventuelle crise. La Russie reste un acteur important, et personnellement, je reste persuadé que nous renouerons des échanges économiques avec elle dans un proche avenir.

**En conclusion, Philippe Herzog** se réjouit de cette séance qui fera l'objet d'un compte-rendu et d'une synthèse qui sera publiée dans un numéro des Cahiers d'EUROE 21<sup>4</sup>. J'introduirai la prochaine réunion de notre séminaire le 12 septembre sur le thème : " **Rouvrir l'histoire en Europe, une perspective de Communauté politique, économique et culturelle** ». Cette introduction reposera sur les réflexions que je développe dans mon livre "D'une révolution à l'autre. Mémoires" à paraître à la rentrée aux Editions du Rocher.

*Compte-rendu réalisé par Yvan Fischer, chargé de mission à ASCPE*

---

<sup>4</sup> « Une contribution à la refondation de l'Europe » - 1<sup>ère</sup> session du séminaire Europe 21 – Publié par ASCPE Les Entretiens Européens et Eurafriains.